

## Société, pouvoirs et processus politiques dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle

Yves Chevrier et Xiaohong Xiao-Planes

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16289>

ISSN : 2431-8698

**Éditeur**

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2004

Pagination : 223-228

ISSN : 0398-2025

**Référence électronique**

Yves Chevrier et Xiaohong Xiao-Planes, « Société, pouvoirs et processus politiques dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2004, mis en ligne le 01 mars 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16289>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

---

# Société, pouvoirs et processus politiques dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle

Yves Chevrier et Xiaohong Xiao-Planes

---

Yves Chevrier, *directeur d'études*

## De la République Han à l'empire national-communiste : histoire d'un siècle de nationalismes chinois (suite)

- 1 À PARTIR de l'approche élaborée l'an dernier – étudier non point l'histoire politique du XX<sup>e</sup> siècle chinois à la lumière d'un nationalisme omniprésent, mais le nationalisme à partir de cette histoire, qui en révèle plusieurs types et manifestations –, le travail de cette année a consisté à repérer les articulations historiques du politique tout en précisant la méthodologie. Les deux questions principales sont celles de l'inscription de la Chine contemporaine dans la longue durée chinoise et dans le contexte occidentalisé qui devient celui de l'empire et des républiques successives à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Si l'effacement de la référence révolutionnaire incite les historiens (et l'opinion commune) à retrouver le sens de la durée chinoise (alors que la modernité, révolutionnaire ou non, était souvent conçue comme une occidentalisation dépourvue de racines locales), ce retour au passé s'effectue souvent sur un mode (mémoriel ou anthropologisant) qui tend à dégager une tradition et privilégie l'appropriation du passé par le présent au détriment d'une véritable prise en considération de la profondeur historique et de la dimension historique spécifique du XX<sup>e</sup> siècle. Celle-ci peut être restituée par la prise en compte de la trajectoire historique locale du politique à travers la façon dont la nouvelle contextualisation imposée par les États-nations occidentaux dominants infléchit cette trajectoire.
- 2 Analysé dans une conférence de l'Université de Tous les Savoirs en janvier 2003, ce moment contemporain apparaît comme une étape dans une histoire de la

mondialisation qui dépasse le trauma de l'occidentalisation et qui inclut, à travers le déroulement du XX<sup>e</sup> siècle, la participation des mondes contextualisés par l'Occident à l'élaboration d'une scène historique planétaire. L'histoire contemporaine des mondes non occidentaux, l'histoire du politique en particulier, ne peut dès lors être envisagée comme un ensemble de transferts culturels. Elle est une histoire composée croisant des échelles spatiales et temporelles pour restituer des trajectoires qui interagissent dans l'espace et le temps planétarisés d'un monde « global » qui n'est en rien un univers historiquement plat. Cette approche a été précisée et illustrée à la faveur d'un séminaire collectif (« Regards croisés sur l'historicité de l'État ») donné en mars 2003 dans le cadre du cycle de réflexion sur les Aires culturelles organisé à l'EHESS (« Occidentalisation ou trajectoire historique de l'État : le cas de la Chine contemporaine »). Elle nous incite à réfléchir aux rapports qu'entretiennent les sciences sociales et les Aires culturelles, ainsi qu'à l'élaboration des catégories des sciences sociales. La première réflexion a été exposée dans une communication au colloque « Prospectives » du département des sciences de l'Homme et de la société du CNRS en septembre 2003. La seconde nourrit un projet d'atelier du programme EURHIST.

- 3 La trajectoire moderne du politique a été analysée à partir de textes de Liang Qichao, Liu Shipei et Zhang Binglin. Le séminaire s'est longuement interrogé sur l'invention d'un corps politique au début du XX<sup>e</sup> siècle.
- 4 L'institutionnalisation politique de la société comme principe fondateur et porteur de la souveraineté n'est pas une pure « réponse à l'Occident », comme le voulait J.K. Fairbank, ou le résultat de l'effondrement de l'universalisme de l'empire-monde face à l'universalisme hégémonique de l'Occident mondialisé, comme l'imaginait Joseph Levenson. Loin d'être expliquée par le nationalisme, c'est elle, au contraire, qui en absorbe la substance idéologique pour nourrir des visions et des projets réformistes ou révolutionnaires, modernistes ou traditionalistes. Et loin de rompre avec le passé, le constitutionnalisme moderne se greffe sur un courant qui met en avant, depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, ce que P. Kuhn appelle un « programme constitutionnel », c'est-à-dire la volonté d'une partie de l'élite lettrée de renforcer l'autorité et l'efficacité de l'État en relayant les procédures bureaucratiques par la participation des notables au gouvernement. L'intention de politiser l'État s'affirme indépendamment des guerres de l'Opium, des idées occidentales et, notons le aussi, de l'émergence d'une société civile et d'une sphère publique à la façon du troisième quart du XVIII<sup>e</sup> siècle français. La question de la souveraineté est posée dans un rapport de la société chinoise à elle-même plutôt – et plus tôt – que dans le fatidique rapport à l'Autre.
- 5 Ce rapport à soi s'organise notamment autour d'une pratique renouvelée de l'histoire. Le séminaire s'est attaché à cette dimension historique de la construction du politique, en même temps qu'à l'autre voie explorée par les intellectuels nationalistes, dans la petite mouvance des révolutionnaires républicains qui posent une conception ethnique de la souveraineté excluant les Mandchous de la nation au profit d'une République de la race Han. Après avoir longtemps sous-estimé le rôle du mouvement pour la « protection de la race », on a pointé la densité des courants idéologiques qui, souvent par le canal de relais japonais, biologisent le jeune nationalisme chinois. Mais il en va de la révolution et de la république raciale comme de la réforme et de la constitution. L'ethnicité n'est pas un principe constructeur du politique apparu à cause de l'occidentalisation. Celle-ci confère un idiome approprié à des clivages antérieurs,

par rapport auxquels se distribuent les forces et les alliances sur l'échiquier politique des dix dernières années de l'Empire. À partir de 1908, un conflit sur la constitution dresse les notables provinciaux contre la Cour, en proie à une réaction à la fois centralisatrice et « ethnique ». En l'espace de quelques courtes années, le constitutionnalisme loyaliste, expression modérée de notables attachés à leurs prérogatives mais qui ne sont nullement des révolutionnaires, bascule dans une hostilité aux Mandchous qui engloutit le principe monarchique. La révolution apparaît non point comme l'explosion d'un monde figé (dans la tradition), mais comme le moyen d'une institutionnalisation moderne de la société que la monarchie réformée n'aura pas été capable de conduire à bien, pour des raisons qui ne sont ni culturelles, ni sociales, mais bien politiques. Ces questions seront revues l'année prochaine à la lumière des travaux récents qui en modifient l'historiographie. L'enquête sera étendue aux principaux chantiers de l'histoire politique du XX<sup>e</sup> siècle chinois.

## Publications

- « Une nouvelle histoire de la Chine au XX<sup>e</sup> siècle », Université de Tous les Savoirs, <http://www.tous-les-savoirs.com> et dans *La Chine aujourd'hui*, Y. Michaud (éd.), Paris, Odile Jacob, 2003, p. 9-45.
- « L'historien du politique et la Chine : quelques réflexions », *Journal des anthropologues*, 92-93, 2003
- « Privatisation and the historical paths of the political », dans *The Privatisation of the State*, B. Hibou (éd.), Londres, Hurst, New York, Columbia University Press, 2003.

Yves Chevrier, *directeur d'études*

et Xiaohong Xiao-Planes, *maître de conférences à l'Université Paris-X*

## Entre guerre et révolution : politique et société dans la Chine des années 1930-1950

- 6 LA période de la guerre sino-japonaise (1937-1945) bénéficie d'un regain d'intérêt. Pour les contemporains, il ne faisait aucun doute qu'elle avait modifié en profondeur le ciment politique de la nation – en le renforçant et en le généralisant. Avec ou contre le pouvoir du Guomindang puis du parti communiste, la société chinoise, à travers ses composantes diverses, s'était affirmée dans un élan patriotique unificateur. Ayant surmonté un schisme purificateur, le GMD s'était retrempé dans la résistance nationale. Les communistes, quant à eux, avaient su mettre à profit cette résistance pour mobiliser des millions de paysans et l'emporter, dans la guerre civile de 1946-1947, sur le terrain social préparé par les effets éminemment politiques de la guerre sino-japonaise. Si ces vérités du moment n'ont pas été remises en cause par la recherche ultérieure, ce n'est pas tant qu'elles aient résisté à de nouvelles analyses : l'intérêt pour la période s'est émoussé. Les chercheurs ont privilégié l'histoire de la révolution à travers ses causes sociales générales puis dans ses mécanismes locaux. Ils ont aussi mis l'accent sur le régime communiste et sur celui du Guomindang avant l'invasion japonaise (la décennie de Nankin, 1927-1937). Sociale et culturelle, cette histoire n'était guère faite pour circonscrire les processus politiques et les effets de la guerre, dont l'horizon s'est peu à peu dissous entre deux « coupures », 1937 et 1945. L'évolution de

ces points de vue procède d'inflexions apparemment contradictoires. L'une s'attache à l'étude des phénomènes socioculturels et des structures politiques dans une durée post-impériale qui enjambe les coupures chronologiques. La période de la guerre n'est plus délaissée, mais elle est en quelque sorte banalisée, rattachée à une temporalité dépassant celle de l'événement et des effets politiques immédiats. De belles études sur la collaboration s'inscrivent dans cette tradition qui est, de surcroît, celle d'une histoire locale. À l'inverse, l'autre mouvement, illustré par Joseph Esherick, étudie l'impact de la guerre à l'échelle « macro », mais à distance des anciennes reconstructions idéologiques parce qu'il sait intégrer l'apport des recherches monographiques tout en s'interrogeant sur les processus et l'influence spécifiques de la guerre, notamment sur la construction de l'État et la politisation de la société.

- 7 Après une présentation historiographique et bibliographique (X. Xiao-Planes, Y. Chevrier), ce dernier a exposé la question de la construction étatique à travers les périodes des Seigneurs de la guerre, du Guomindang et de la guerre sino-japonaise, considérées, dans la vision antérieure, comme des moments de suspens ou de régression. L'État se maintient et progresse même par endroits, en dépit d'articulations locales qui restent faibles et peu politisées. À l'inverse, en s'ancrant localement, le pouvoir maoïste met en place une structure étatique forte qui se politise à l'échelle locale comme à l'échelle globale. En dépit de l'utilisation de structures existantes, ce n'est pas un État qui absorbe la société, puisque l'État n'existe pas *a priori* au niveau qui devient le sien à la faveur de la guerre ; la politisation des cellules rurales de la société est indissociable de la construction simultanée d'un nouveau type d'État voué à la densification et à la « maintenance » de ses articulations politiques. Park Sangsoo a pris l'exemple des rapports de ce pouvoir avec les sociétés secrètes dans deux provinces différentes pour vérifier que l'entreprise maoïste fut de part en part et selon toutes ses échelles un processus politique bien plus qu'une révolution sociale.
- 8 Avant comme après la guerre, les campagnes sont le grand chantier de la construction du politique. Dans les villes, la politisation du social et le renforcement des pouvoirs d'État que l'on constate dès les années 1930 obéissent à des logiques qui ne sont pas convergentes. Les changements de régime à Tianjin au début de la décennie opposent des pouvoirs territoriaux et militarisés à la volonté unificatrice du Guomindang sans que les groupes sociaux puissent faire entendre leur voix (L. Galy, INALCO). Quelques années plus tard, la perspective change, du moins à Shanghai, en raison de la vague patriotique soulevée par l'agression japonaise. X. Xiao-Planes montre comment les communistes, qui entreprennent de réinvestir le milieu urbain, construisent des réseaux politiques et des institutions d'encadrement à la faveur du repositionnement de la société shanghaienne face à l'agression étrangère (et face au pouvoir nationaliste) entre 1932 et 1937. Villes et campagnes restent des territoires différents mais ils sont stratégiquement moins distants qu'on ne le pensait.
- 9 L'analyse de ces évolutions a été poursuivie par X. Xiao-Planes jusqu'en 1941, le séminaire rencontrant ici la question de la collaboration et des résistances à l'occupation. A. Roux (INALCO) a étudié les rapports entre syndicalistes ouvriers et collaborateurs des Japonais à Shanghai, tandis que Wang Ju, forte d'un retour bienvenu à l'histoire économique, présentait son enquête sur les bonnes performances économiques des cotonnières chinoises sous l'occupation, toujours à Shanghai. Le patriotisme et la résistance des Chinois ne suffisent pas à expliquer ce résultat inattendu. Il faut invoquer des comportements nuancés et des fonctionnements sociaux

en réseau, ainsi que la complexité des structures économiques et des pouvoirs mis en place par l'occupant. Ce portrait d'une Chine variée et variable, inégalement touchée par la guerre et réagissant de manière différenciée au politique, est confirmé par l'analyse de F. Kreissler (INALCO), qui procède à partir des emprises étrangères et des conflits des puissances. Dans une tentative de prosopographie des militantes ouvrières de Shanghai étendue jusqu'à 1948, A. Roux souligne la politisation autocentrée – et limitée – d'un milieu qui n'a plus les faveurs stratégiques du parti communiste, c'est-à-dire du véritable agent de l'unification et de la politisation du pays. Le PC a eu besoin de la guerre pour activer cette dynamique, y compris à l'égard de ses propres appareils civils et militaires, mais la guerre n'explique pas toute la métamorphose qui porte au pouvoir l'État maoïste hyperpolitisé avec lequel la révolution se confondra pendant trente ans.

---

## INDEX

**Thèmes** : Histoire, Histoire et civilisations de l'Asie